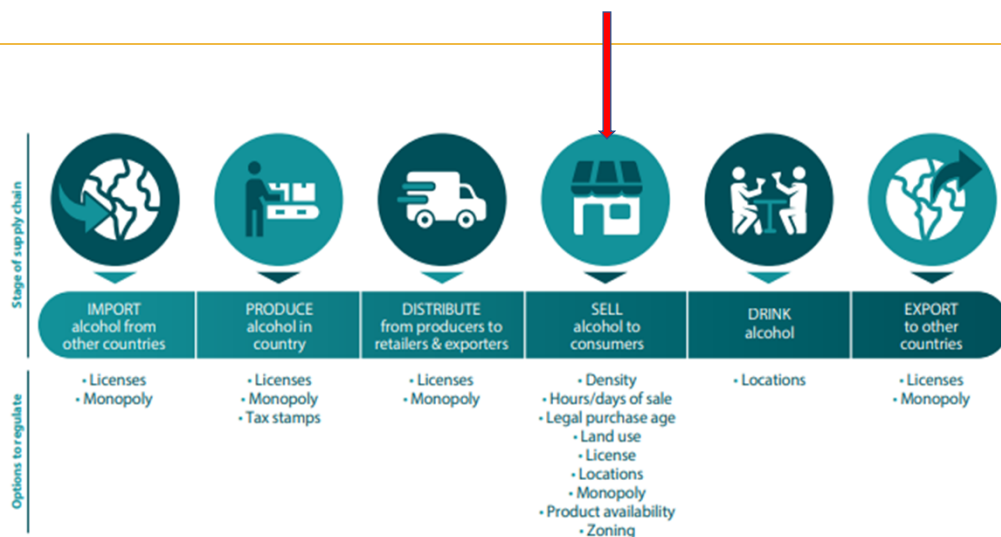


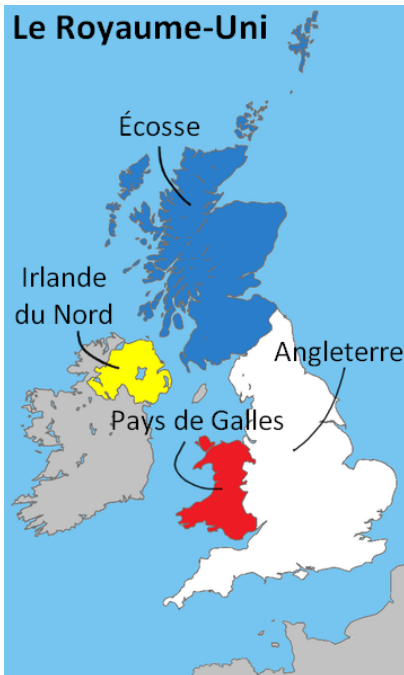
Les capacités réglementaires à l'échelle des municipalités : des modèles à prendre en exemple

Chantal Blouin, INSPQ

16 mars 2023, JASP

Restreindre l'accessibilité physique à l'alcool





Étude de cas de l'Angleterre et du Pays-de-Galles

- Exemple de levier d'action au niveau municipal
- « Cumulative impact zones »: Zones d'impact cumulatif
- Pour intervenir sur la densité des lieux de vente

- Carte par Matt Lewis — http://en.wikipedia.org/wiki/File:United_Kingdom_labelled_map7.png, CC BY-SA 3.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=17514511>

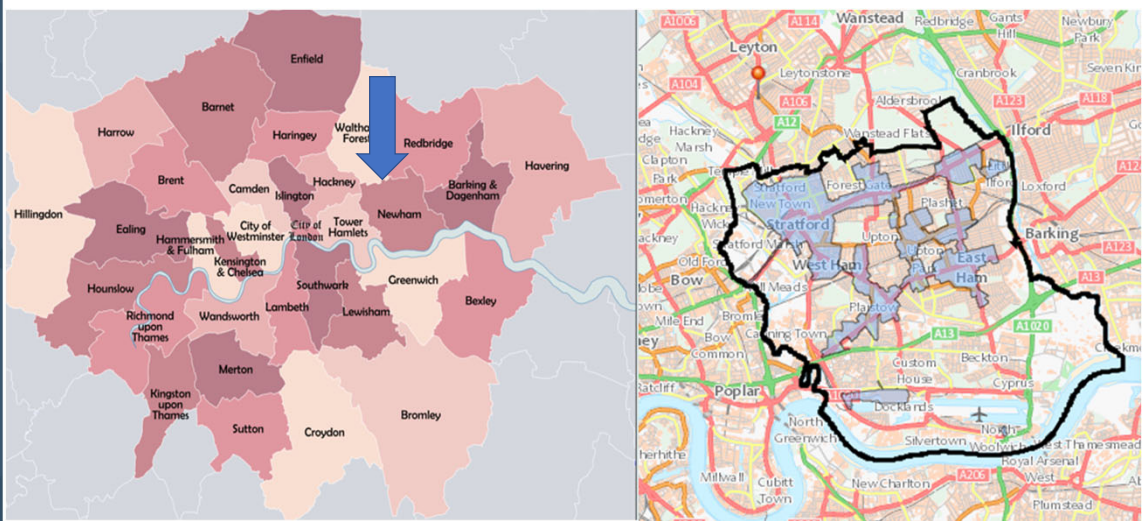
Zones d'impact cumulatif

- Les municipalités sont celles qui accordent les permis d'alcool au Royaume-Uni.
- Depuis 2007, les municipalités ont le pouvoir d'identifier des zones sur leur territoire présentant **une forte densité** d'établissements qui vendent des boissons alcoolisées.
- Pas de définition quantifiée de ce qui constitue un nombre ou une densité élevé d'établissement
- La désignation de ZIC doit être justifiée par des données probantes (ex: statistiques locales sur la criminalité ou sur les hospitalisations liées à l'alcool).

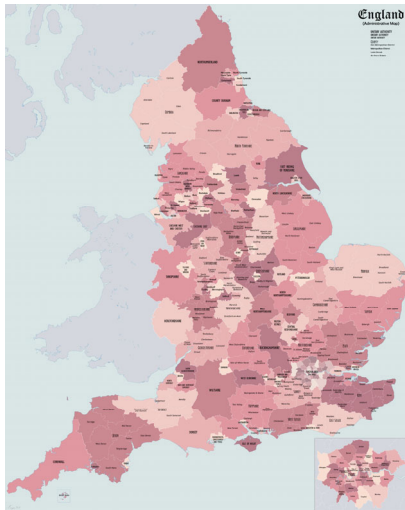
Zones d'impact cumulatif

- Dans ces zones, le **fardeau de la preuve** concernant l'attribution des nouveaux permis d'alcool se déplace des opposants aux demandeurs de permis.
- Ces derniers doivent faire la preuve que leur établissement ne viendra **pas compromettre** l'atteinte de l'un des quatre objectifs de la loi:
 1. la prévention des crimes et du désordre,
 2. la sécurité publique,
 3. la prévention des nuisances publiques et
 4. la protection des enfants.

Exemple de ZIC à Londres (Newham Council)



A quelle fréquence la mesure a-t-elle été utilisée?



En 2015, en Angleterre, plus de **100 d'autorités locales des 326** autorités locales anglaises avaient désigné au moins une ZIC sur leur territoire.

De quelle manière les ZIC ont été utilisées?

- Beaucoup de **variation** sur le comment elles sont utilisées, mais en général:
- Utilisées pour des objectifs de prévention des crimes et du désordre, de sécurité publique et de prévention des nuisances publiques
- Défis pour les acteurs locaux de santé publique qui sont interpellés dans le processus d'attribution des permis d'alcool: absence d'un objectif de santé dans la loi et difficulté d'avoir des données probantes à l'échelle local

Impacts documentés de la mesure

L'utilisation proactive de cette mesure par les municipalités a réduit

- le taux d'hospitalisations liées à l'alcool
- le taux de crimes violents et sexuels
- le taux d'infractions pour désordre public.

Qualité de la preuve

- 6 études d'expérimentation naturelle avec groupes témoins = devis très robustes

Impacts documentés de la mesure

- Même si on n'observe pas une réduction du nombre ou la densité d'établissements
- Contribue à un environnement moins favorable à la consommation d'alcool en **réduisant** les heures d'ouvertures et favorisant les établissements tels que les restaurants et les cafés plutôt que les bars.

Quelles leçons à tirer pour le Québec?

Loi sur les permis d'alcool au Québec

- Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) est responsable de l'attribution des permis, sur la base de 3 critères:
 - « La Régie doit refuser de délivrer un permis si elle juge que: 1° la délivrance du permis est contraire à **l'intérêt public** ou est susceptible de porter atteinte à la **sécurité publique** ou de nuire à la **tranquillité publique** ». (art.41).

Municipalités et permis d'alcool au Québec

- La RACJ doit informer les municipalités et les corps policiers des demandes de permis
- Les municipalités et les corps policiers peuvent s'opposer à une demande et être entendu par la Régie sur les motifs.
- Une demande de permis d'alcool doit être conforme au règlement de zonage de la municipalités.

Conclusion

- Les mécanismes qui régissent l'attribution de permis d'alcool au Québec sont différents de ceux du Royaume-Uni,
- Mais mettre en place des règles particulières concernant les permis dans des zones à forte densité est un moyen prometteur pour les municipalités qui souhaitent réduire les effets néfastes de la consommation d'alcool sur la santé et la sécurité au sein de leur communauté.

Centre d'expertise et de
référence en santé publique

Des questions?
Chantal.blouin@inspq.qc.ca

www.inspq.qc.ca

Institut national
de santé publique
Québec 